



Doc. 11359 addendum 1  
7 septembre 2007

## Election de juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre de Chypre et de l'Irlande

(conformément à l'article 23, paragraphe 1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme)

Communication du Comité des Ministres

*Lettre du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au Président de l'Assemblée parlementaire, en date du 5 septembre 2007*

### TRADUCTION

Monsieur le Président,

Suite aux décisions prises hier par les Délégués des Ministres, j'ai l'honneur d'appeler l'attention de l'Assemblée parlementaire sur les listes des candidats soumises par les gouvernements de Chypre et d'Irlande.

Ces listes de candidats, accompagnées de leurs curricula vitae, sont présentées en anglais et en français dans les documents joints, étant entendu que cette communication résulte de la nomination de candidats par les Hautes Parties contractantes ci-dessus nommées, en conformité avec leurs obligations en vertu de l'article 22 paragraphe 1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

*Signé:*

Terry Davis

**Cour européenne des Droits de l'Homme – Election de juges**

**a. Liste de candidatures au titre de Chypre  
(CM(2007)118)**

*Décisions*

Les Délégués

1. prennent note de la liste de candidats à l'élection d'un juge de la Cour européenne des Droits de l'Homme présentée au titre de Chypre ;
2. décident de porter la liste de candidats au titre de Chypre à l'attention de l'Assemblée parlementaire.

**Cour européenne des Droits de l'Homme – Election de juges**

**b. Liste de candidatures au titre de l'Irlande**  
(CM(2007)142)

*Décisions*

Les Délégués

1. prennent note de la liste de candidats à l'élection d'un juge de la Cour européenne des Droits de l'Homme présentée au titre de l'Irlande ;
2. décident de porter la liste de candidats au titre de l'Irlande à l'attention de l'Assemblée parlementaire.

*Délégués des Ministres*

## **Documents CM**

**CM(2007)118** 28 août 2007<sup>1</sup>

---

### **1003 Réunion, 5 septembre 2007**

4 Droits de l'Homme

#### **4.6 Cour européenne des Droits de l'Homme –**

Election de juges –

a. Liste de candidatures au titre de Chypre

---

---

<sup>1</sup> Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 1003e réunion des Délégués des Ministres (5 septembre 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)1003/4.6a).

**(Traduction)**

*Représentation permanente de la République de Chypre au Conseil de l'Europe*

Réf. 24.24.13.02.01

Strasbourg, le 1<sup>er</sup> août 2007

M. Boillat,

**Concerne : Élection de juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme  
Liste des candidats au titre de Chypre**

Me référant à votre lettre datée du 29 juin 2007 (réf. / DG-HL/PB/NS/rs/189-07), je souhaite vous informer que le Gouvernement de Chypre, se conformant à la décision du Bureau de l'Assemblée parlementaire, a repris l'intégralité de la procédure de sélection en vue de l'établissement d'une nouvelle liste de candidats pour l'élection d'un juge à la Cour européenne des droits de l'homme, au titre de Chypre.

Je tiens tout d'abord à vous indiquer que le Gouvernement de mon pays a fait de son mieux pour tenir compte de la demande de l'Assemblée, et soumettre une nouvelle liste de candidats, conformément à la procédure en vigueur. En dépit de la petite taille de notre pays, situation qui indubitablement affecte la disponibilité de candidats qualifiés, la procédure suivie remplit pleinement les critères de transparence, d'équité et d'ouverture. De plus, en établissant la liste nationale de candidats, tout a été fait pour respecter le critère de parité, en encourageant notamment les personnes de sexe féminin dotées de l'expérience requise en matière des droits de l'homme à soumettre leur candidature. Malheureusement, malgré tous nos efforts, une seule femme s'est portée candidate à ce poste.

La procédure suivie pour la sélection des candidats a été la suivante :

- l'appel à candidatures a été publié une nouvelle fois au Journal Officiel de la République de Chypre ;
- le Procureur général a adressé une lettre à tous les juristes en service dans la fonction publique chypriote et à l'Association du Barreau de Chypre pour les informer de la vacance du poste et inviter toute personne intéressée à soumettre sa candidature ;
- le Président de la Cour suprême a adressé une circulaire à tous les juges, les informant de l'ouverture du poste et invitant les juges intéressés à soumettre leur candidature. Dans le même temps, la liste des qualifications requises ainsi que la description du poste ont été également communiquées.

M. Philippe BOILLAT  
Direction générale des droits de l'homme et des affaires juridiques  
Conseil de l'Europe

Cc. : M. Mateo SORINAS  
Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

20 Avenue de la Paix - 67000 Strasbourg  
Tél. 0388249870 – Fax 0388369056

À l'expiration de la date butoir, une réunion du Comité quadripartite, chargé de la sélection des candidats et composé du Ministre des Affaires étrangères siégeant en qualité de Président, du Ministre de la Justice et de l'Ordre public, du Procureur général et du Président de la Cour suprême, a été convoquée. Le Comité a examiné les candidatures reçues et a décidé de désigner les candidats suivants :

1. M. George Nicolaou  
Juge de la Cour suprême de Chypre.
2. Mme Elena Efrem  
Juge auprès du tribunal de première instance - Cour d'assises de Nicosie.
3. Dr George A. Serghides  
Président du Tribunal de la famille pour les circonscriptions de Nicosie et de Kyrenia

Les curricula vitae des candidats susmentionnés sont joints à cette lettre.

Comme vous pouvez le constater, un seul nouveau nom est venu s'ajouter à la liste que nous soumettons car, malgré tous nos efforts, peu de personnes intéressées et qualifiées ont fait acte de candidature pour ce poste. En effet, nous n'avons reçu que deux nouvelles candidatures.

Néanmoins, nous pensons que les trois candidats sélectionnés sont d'éminents juristes, ce qui satisfait aux critères énoncés à l'article 21, paragraphe 1 de la Convention. Nous espérons vivement que la présente liste sera transmise dans les plus brefs délais à l'Assemblée parlementaire pour permettre l'élection du juge chypriote au cours de la session d'octobre 2007 (1<sup>er</sup> - 5 octobre).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Georgios Ioannides  
Chargé d'affaires a.i.

**CURRICULUM VITAE**  
**George NICOLAOU**

**I. Données personnelles**

Nom, prénom : NICOLAOU George  
Sexe : Masculin  
Date et lieu de naissance : 16 septembre 1945, Larnaca, Chypre  
Nationalité : Chypriote

**II. Formation, qualifications universitaires et autres**

1970 : Cours de formation pratique post-universitaire à l'intention des avocats, dispensé par le « Council of Legal Education » en Angleterre.  
1968 : Barrister-at-Law (avocat admis à plaider devant les juridictions supérieures britanniques), membre de Lincoln's Inn, Londres.  
1965 - 1968 : Etudes de droit à Londres débouchant sur l'examen d'accès au Barreau du « Council of legal Education », en vue de l'obtention du « degree of Utter Barrister » (avocat non encore admis à plaider devant la Reine).  
1959 - 1963 : Etudes secondaires au lycée américain de Larnaca, Chypre.

**III. Activités professionnelles en rapport avec le poste**

*a. Activités judiciaires :*

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1995 : Juge à la Cour suprême de Chypre  
Septembre 1989 - Avril 1995 : Président de Tribunal de première instance  
Septembre 1988 - Septembre 1989 : Juge principal d'instance  
Septembre 1978 - Septembre 1988 : Juge d'instance

*b. Activités juridiques non judiciaires :*

Exercice d'une activité libérale en qualité d'avocat, de 1973 à septembre 1978. Interventions devant toutes les juridictions chypriotes.

*c. Activités professionnelles non juridiques : --*

**IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

La Convention européenne des droits de l'homme fait partie intégrante du droit chypriote, et prime sur les lois ordinaires. La Constitution chypriote, dont certaines dispositions sont encore plus rigoureuses sur certaines questions, protège aussi les mêmes droits. Le public en est généralement bien informé et les tribunaux sont souvent saisis pour des affaires ayant trait à la question des droits de l'homme. Lorsqu'ils ont à connaître de telles affaires, les juges s'inspirent en permanence de la jurisprudence de Strasbourg.

**V. Activités publiques**

*a. Fonction publique : --*  
*b. Charges électives : --*  
*c. Postes occupés dans un parti ou un mouvement politique : --*

**VI. Autres activités**

a. *Domaine* : Activités caritatives

b. *Durée et fonctions*

1991 – 1993 : Président de la Fondation Kalogeropoulos à Limassol, qui s'attache principalement à contribuer à la protection sociale des habitants d'une commune.

1992 – 2002 : Membre de la « Mitsis' School Trust » qui s'efforce d'améliorer l'accès à l'éducation primaire et secondaire dans la zone centrale montagneuse de Chypre.

1976 – 1980 : Membre d'une commission du ministère de la Justice chargée de la réforme de la loi sur les patients atteints de maladies mentales.

**VII. Publications et autres travaux**

**VIII. Langues**

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
<b>a. Langue maternelle</b>									
Grec	X			X			X		
<b>b. Langues officielles</b>									
Anglais	X			X			X		
Français		X				X			X
<b>c. Autres langues</b>									

**IX. Autres informations pertinentes**

**X. Veuillez confirmer que vous vous installerez de façon permanente à Strasbourg si vous êtes élus juge à la Cour.**

Je confirme que je m'installerai de façon permanente à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour.

**Contacts :**

Tél. : + 357 22 865 714

Fax : + 357 22 302 566

Courriel : gnicolaou@sc.judicial.gov.cy



**CURRICULUM VITAE**  
**Elena EFREM**

**I. Données personnelles**

Nom : EFREM  
Prénom : Elena  
Sexe : Féminin  
Date et lieu de naissance : 20 février 1969 - Nicosie, Chypre  
Nationalité : Chypriote  
Numéro de carte d'identité : 678573  
Adresse : 16 Petraki Yiallourou str., 5<sup>th</sup> floor, Nicosie, CY-1077, Chypre

**II. Formation, qualifications universitaires et autres**

1980-1986 : Lycée Acropolis (Certificat de fin d'études, mention bien).  
1986-1989 : LLB (baccalauréat en droit), mention très bien – University of East Anglia, Norwich (R.U.)  
1989 - 1990 : Barrister-at-Law (avocat admis à plaider devant les juridictions supérieures britanniques), Gray's Inn (R-U)  
1990 - 1991 : LLM (maîtrise en droit) - King's College, University of London (R.U.)  
Février 1992 : Appelée au Barreau de Chypre après avoir réussi l'examen d'accès au Barreau de Chypre (Major de promotion).

**III. Activités professionnelles en rapport avec le poste**

*a. Activités judiciaires :*

Octobre 1997 : Nommée juge d'instance par la Cour suprême de Chypre  
Octobre 1997 - Août 2000 : Juge d'instance affectée au Tribunal de première instance de Larnaca  
Septembre 2000 - Août 2006 : Juge d'instance affectée au Tribunal de première instance de Nicosie  
Septembre 2006 – Août 2008 : Juge d'instance affectée à la Cour d'assises de Nicosie

*b. Activités juridiques non judiciaires :*

1991- Février 1992 : Formation pratique dans le Cabinet juridique Panayiotou et Pelekanos (Chypre).  
Février 1992 - Août 1994 : Avocate en exercice dans le Cabinet juridique Panayiotou et Pelekanos (Chypre).  
Septembre 1994 - Octobre 1997 : Avocate en exercice dans le Cabinet juridique Chryssafinis et Polyviou (Chypre)

*c. Activités professionnelles non juridiques :*

Aucune.

**IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

Dans mes fonctions de juge d'instance, j'ai eu à connaître divers aspects du droit dans différentes juridictions, et suis aujourd'hui affectée à la Cour d'assises de Nicosie qui traite d'affaires pénales graves. Je me suis occupée de nombreuses affaires portant sur la question des droits de l'homme -

domaine intimement lié à mes fonctions - , et ai participé à des conférences aussi bien au niveau local qu'europpéen sur des questions touchant aux droits de l'homme, en particulier le droit d'asile et les réfugiés politiques.

**V. Activités publiques**

- a. *Fonction publique* : --
- b. *Charges électives* : --
- c. *Postes occupés dans un parti ou un mouvement politique* : --

**VI. Autres activités**

- Membre de la Société de la Croix-Rouge, Chypre (1991-2007)  
Représentante de Chypre à une conférence à Bonn, Allemagne, en 1993.  
Bénévolat dans des activités de mobilisation de ressources de la Société de la Croix-Rouge
- Membre de l'IMCOS (Association internationale de collectionneurs de cartes géographiques) (1995-2007)
- Membre d'Europa Donna (2004-2007)

**VII. Publications et autres travaux --**

**VIII. Langues**

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
<b>a. Langue maternelle</b>									
Grec	X			X			X		
<b>b. Langues officielles</b>									
Anglais	X			X			X		
Français		X			X			X	
<b>c. Autres langues</b>									

**IX. Je confirme que je m'installerai de façon permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.**

**Contacts :**

Téléphone : + 357 - 22377021  
Fax : + 357 -22377031  
Mobile : + 357 -99440954  
Courrier : [eefrem@cytanet.com.cy](mailto:eefrem@cytanet.com.cy)

**CURRICULUM VITAE**  
**George A. SERGHIDES**

**I. Données personnelles**

Nom : Serghides  
Prénom : George  
Sexe : Masculin  
Date et lieu de naissance : 28 juin 1955, Nicosie, Chypre  
Nationalité : Chypriote

**II. Formation, qualifications universitaires et autres**

**Diplômes** (Diplôme de Droit, Ph.D. en Droit, Doctorat en droit, Doctorat en droit).  
1973 : Ecole secondaire de Kykko (Mention très bien)  
24 février 1978 : Diplôme de Droit (Mention très bien)  
Université nationale et Université Kapodistriako d'Athènes.  
21 novembre 1984 : Doctorat en droit (Ph. D.)  
Université d'Exeter, R-U  
Domaine du Droit : Droit international privé (Conflit des lois).  
8 avril 1998 : Doctorat en sciences juridiques (Mention très bien)  
Université nationale et Université Kapodistriako d'Athènes.  
Domaine du droit : droit public- droit administratif.  
22 mai 2007 : Doctorat en sciences juridiques (Mention très bien)  
Université Aristote de Salonique  
Domaine du droit : droit de la famille.

**Autres formations**

- Participation à de nombreux séminaires judiciaires à Chypre et à l'étranger
- Participation à de nombreux programmes de formation juridique, conférences et cours à Chypre et à l'étranger

**III. Activités professionnelles en rapport avec le poste**

*a. Activités judiciaires :*

1<sup>er</sup> juin 1990 - Juge du Tribunal chargé des affaires familiales  
10 janvier 1999 : (Du 1/6/90, date de création du Tribunal chargé des affaires familiales, au 1/2/95, date de la création du deuxième Tribunal du même nom, juge dans toutes les circonscriptions chypriotes. Du 1/2/95 au 1/11/96, juge dans les circonscriptions de Nicosie, Kyrenia et Paphos, et du 1/11/96 au 10/1/99, dans les circonscriptions de Nicosie, Larnaca et Famagouste)  
11 janvier 1999 à ce jour Président du Tribunal chargé des affaires familiales  
(Du 11/1/99 au 9/9/99, Président de Tribunal dans les circonscriptions de Nicosie, Larnaca et Famagouste), du 10/9/99 jusqu'au 14/10/02. Président de Tribunal dans les circonscriptions de Limassol et Paphos ; du 05/10/02 au 30/6/05, Président de Tribunal dans les circonscriptions de Nicosie, Larnaca et Famagouste ; et du 1/7/05 à ce jour, Président des circonscriptions de Nicosie et de Kyrenia.

- 19 mai 2000 à ce jour Magistrat de liaison pour Chypre, dans le cadre de la promotion d'un réseau judiciaire pour la protection internationale des enfants en vertu de la Convention de la Haye.  
(Nommé sur décision de la Cour suprême)
- 14 nov. 2006 à ce jour Liaison judiciaire dans le réseau judiciaire européen pour des questions touchant au droit de la famille en général.  
(Nommé sur décision de la Cour suprême)

*b. Activités juridiques non judiciaires*

- 8-10 octobre 1985 Examen d'accès au Barreau de Chypre pour l'exercice de la profession juridique (Mention très bien) ; obtention de la note la plus élevée, 960/1000.
- 1984-1985 Avocat stagiaire.  
En 1985 Président des avocats stagiaires
- 11 déc.1985 - 31 mai 1990 Avocat. Avocat en exercice. Partenaire d'A.G Serghides, sous la raison sociale Serghides & Serghides.  
Intervention devant toutes les juridictions chypriotes, y compris la Cour suprême.

*c. Activités professionnelles non juridiques : --*

#### **IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

Les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme sont applicables par le Tribunal chargé des affaires familiales de Chypre. La loi 39/62 ratifie ladite Convention à Chypre ; depuis 1962, ce texte fait partie intégrante du droit chypriote et l'emporte sur les lois ordinaires. Les articles suivants de la Convention concernent plus particulièrement mon domaine d'activité : article 6 (droit à un procès équitable), article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale), article 9 (liberté de religion), article 12 (droit au mariage), article 14 (interdiction de discrimination) et article 1er du protocole 1 (protection de la propriété).

##### En qualité d'ancien avocat

Je me suis occupé qu'un grand nombre d'affaires touchant à la question des droits de l'homme, en particulier les droits de propriété dans des affaires d'expropriation pour l'élargissement des rues.

##### En qualité d'écrivain

Mes trois thèses de doctorat ont trait à la question des droits de l'homme, la première (en anglais) et la troisième (en grec) traitent en particulier du droit au respect de la vie privée et familiale, de la liberté d'exercer une religion, du droit au mariage et de l'interdiction de la discrimination, et la deuxième (en grec), du droit de propriété et du principe de proportionnalité. Mes études sur le droit chypriote, vol.1 (en anglais), 3 (en anglais), 4 (en grec), 5-6 (en grec) portent respectivement sur les questions des droits de l'homme précitées. L'étude n°4, qui est en fait une publication de ma deuxième thèse de doctorat, consacre tout un chapitre à l'article 1er du protocole 1 (pp. 54-114). Sur la question de la liberté d'exercer une religion, j'ai publié trois études en grec : (a) Liberté de religion, exercice et exercice abusif » dans « Une Conférence européenne sur le sectarisme », Limassol, 2000 pp. 79-100, sous la direction de l'Archimandrite Chr. Tsiakkas. (b) « La liberté de religion en vertu de l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme », dans le périodique juridique Tekmnons, 1098, publication 1, Année 1, janvier-juin, pp. 8-11, et (c) « Violations des libertés constitutionnelles par les sectes et les groupes parareligieux » dans le livre intitulé « Sectes destructives au regard de la religion orthodoxe et leurs conflits avec la loi » Limassol, 1996, pp.243-271, publié par le Syndicat « Union of Pancyprian parents » sous la direction de l'Archimandrite de l'époque, Chr. Tsiakkas. Toujours dans le cadre des droits de l'homme, je me suis vu confier par le Service de révision et d'uniformisation des lois chypriotes un projet de recherche que j'ai achevé en 1989 : « Protections générales offertes par le droit chypriote, assorties de recommandations tendant à modifier la loi en la matière », publié dans un ouvrage consacré à la révision de la législation chypriote, 1987-1992 (*Commissioner of Legislation Ed., the Revision of the Legislation in Cyprus*), Nicosie, 1992 (en grec). Il importe de faire référence à mon

article intitulé « Reflections on Juvenile Delinquency with Special Regard to Cyprus » (en anglais), publié dans la Tribune juridique de Chypre, Année 14 (2<sup>ème</sup> semestre), publication 2, 2004, pp. 38-48. En rapport avec les droits de l'homme, j'ai publié un autre article (en anglais et en français) dans le Bulletin d'information des juges, Vol. VI/Automne 2003, pp. 39-44), intitulé « The Voice of the Child in Hague Proceedings : a Chypriot Perspective/La parole de l'enfant dans les procès de la Haye : une perspective chypriote ». Ce bulletin d'information est une publication de la Conférence de la Haye sur le droit international privé. Je termine en citant l'un de mes articles (en grec) qui a été publié dans la Tribune juridique de Chypre (année N, publication 1, janvier-avril 2001, pp. 40-59) intitulé « Médiation familiale pour Chypre ».

En qualité d'avocat plaidant ou partie – expérience juridique personnelle – deux affaires sur le droit de la propriété, le droit à un procès équitable, etc.

Affaire Serghides et Christoforou c. Chypre, requête n° 44730/98, 22 mai 2001 (recevabilité)

Affaire Serghides et Christoforou c. Chypre, requête n° 44730/98, 5 novembre 2002 (examen au fond)

Affaire Serghides et Christoforou c. Chypre, requête n° 44730/98, 10 juin 2003 (satisfaction équitable)

Requête auprès de la Grande chambre sur la même affaire.

Affaire Serghides & Serghides-Christophorou c. Turquie, requête n° 39610/05, en instance.

## V. Activités publiques

- a. *Fonction publique* : --
- b. *Charges électives* : --
- c. *Postes occupés dans un parti ou un mouvement politique* : --

## VI. Autres activités

### A. *En qualité d'enseignant (Maître de conférence et examinateur)*

Octobre 1986 - mai 1990	Maître de conférence, membre du Comité universitaire et chef du département juridique de Philips College (Etablissement d'enseignement supérieur du Chypre) Maître de conférence et examinateur pour les matières « système juridique anglais et droit pénal anglais », dans le cadre du programme d'admission des étudiants en droit dans les universités du Royaume-Uni Maître de conférence et examinateur pour la matière « droit anglais des affaires », pour les étudiants en comptabilité et finances
Mai 1985 à mai 1990	Secrétaire du Conseil chypriote de l'enseignement juridique (Ordre des avocats de Nicosie dont le Conseil de l'enseignement juridique dispense des cours de droit, notamment un programme d'études juridiques anglo-chypriote (niveau post-universitaire – maîtrise en droit) en collaboration avec l'Université de Leicester
Nov.1999 à octobre 2004	Maître de conférence du Conseil juridique chypriote sur le droit de la famille Cours destiné aux avocats stagiaires en vue de l'examen d'accès au Barreau chypriote.
Jan. 2000 à octobre 2004	Examinateur du Conseil juridique chypriote pour la matière « droit de la famille » qui a été introduite en janvier 2000, pour la première fois, comme épreuve des examens d'accès au Barreau chypriote
Occasionnellement	Conférences/interventions sur le droit de la famille au cours de conférences, séminaires à l'Université de Chypre, au Bureau de la protection sociale, dans des associations d'avocats et ailleurs.

*B. Travaux en relation avec la législation*

- Membre du comité chargé d'élaborer un projet de loi sur la question de la médiation, en application de la recommandation du Conseil de l'Europe, n° R (98) 1.
- Sur décision de la Cour suprême, j'ai été désigné comme Représentant de l'Autorité judiciaire auprès de la Chambre du Parlement pour l'adoption de différentes lois sur les questions familiales.
- Participation à l'élaboration d'un projet de réglementation procédurale en vue de l'application à Chypre de la Convention mondiale de la Haye sur les aspects civils de l'enlèvement des enfants
- Membre de la commission chargée de travailler sur la loi visant la ratification, par Chypre, de la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants.
- Sur décision de la Cour suprême, je représente depuis le 3 février 2006 l'Autorité judiciaire pour les questions de droit civil dans les groupes de travail du Conseil européen à Bruxelles.

*C. Autres activités*

- Ancien membre de nombreuses commissions, notamment la Commission pour le rétablissement des droits de l'homme dans toute la Chypre
- Président de la Société hellénique de l'Université d'Exeter (1979 - 1980)
- Champion de saut en hauteur dans le secondaire.
- Service militaire, 26 mois, orchestre militaire - trompettiste.
- Joue de la guitare classique.

**VII. Publications et autres travaux**

- Editions G.A. Serghides « Etude du droit chypriote » (« Studia Juris Cyprii ») – série de publications. À ce jour, six volumes ont été publiés et un autre est sur le point d'être l'être. L'un des volumes présente des travaux conjoints, un autre, les travaux d'une tierce personne, édités par Serghides, et les autres volumes, les travaux de Serghides.  
Quelques détails supplémentaires sur ces études :  
Volume n° 1 (629 pages) Etude n°1 ( en anglais) : « Internal and External Conflict of Laws in Regard to Family Relations in Cyprus, Nicosie, 1988. Auteur et éditeur : G.A. Serghides. Préface de feu le Président de la Cour suprême, A.N. Loizou.  
Volume n° 2 (281 pages), Etude n° 2 (en grec) : « Biens immobiliers à Chypre », Nicosie, 1992. Auteur : N.C. Coutas. Editeur : G.A. Serghides. Préface de feu le Juge de la Cour suprême, I. Boyiadjis  
Volume n° 3 (653 pages). Etude n° 3 (en anglais) : « Relections on Partial Compulsory Acquisition », Nicosie, 1995. Co-auteurs : C. Georgiades et G.A. Serghides. Editeur : G.A. Serghides. Préface du Professeur P.D. Dagtogiou.  
Volume n° 4 (705 pages). Etude n°4 (en grec) : « Règlement définitif, en vertu du droit chypriote, de la question de l'augmentation du montant de la compensation restant à verser, eu égard à la valeur des terres confisquées – Confrontations sous l'angle du droit grec, du droit anglais, du droit américain, du droit canadien et du premier Protocole de la Convention européenne des droits de l'homme », Nicosie, 1999. Auteur : G.A. Serghides. Editeur : G.A. Serghides  
Volume n° 5 & 6 (1546 pages). Etude n° 5 (en grec) : « Etablissement des causes du divorce dans le droit chypriote, avec une étude comparative des droits grec et anglais », Nicosie, 2007. Auteur : G.A. Serghides. Editeur : G.A. Serghides. Préface du Professeur E. Manoledaki  
Volume n° 7 (Environ 125 pages) qui sera publié sous peu. Etude n° 6 (en grec) : La technique du contre-interrogatoire – Les règles d'or du contre-interrogatoire et quatre maîtres de l'Antiquité : deux Latins (Cicéron et Quintilien) et deux Grecs (Aristote et Socrate)
- **Autres travaux et publications** dans des périodiques juridiques chypriotes et étrangers, dans le Bulletin d'information des juges et dans des journaux chypriotes
- **Décisions judiciaires** dans toutes les affaires concernant le droit de la famille

**VIII. Langues**

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
<b>a. Langue maternelle</b>									
Grec	X			X			X		
<b>b. Langues officielles</b>									
Anglais	X			X			X		
Français									
<b>c. Autres langues</b>									

**IX. Veuillez confirmer que vous vous installerez de façon permanente à Strasbourg si vous êtes élu juge à la Cour.**

Je confirme que je m'installerai de façon permanente à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour.

**Contacts**

Tél. : Bureau 00 357 22 865605, domicile 00357 22 681120, mobile 00 357 99 680785

Fax : 00357 22 66 9267

Courriel : [george@serghides.com](mailto:george@serghides.com)

Adresse : P.O. Box 23781, 1686 Nicosie, Chypre

*Délégués des Ministres*

## **Documents CM**

**CM(2007)142**

28 août 2007<sup>2</sup>

---

### **1003 Réunion, 5 septembre 2007**

4 Droits de l'Homme

#### **4.6 Cour européenne des Droits de l'Homme –**

Election de juges –

b. Liste de candidatures au titre de l'Irlande

---

---

<sup>2</sup> Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 1003e réunion des Délégués des Ministres (5 septembre 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)1003/4.6b).



**Traduction**

REPRESENTATION PERMANENTE  
DE L'IRLANDE  
AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le 26 juillet 2007

M. Philippe Boillat  
Directeur Général des Droits de l'Homme  
et des Affaires juridiques  
Conseil de l'Europe

**Concerne : Liste de candidats à l'élection d'un juge auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre de l'Irlande**

Monsieur le Directeur Général,

Je me réfère à votre lettre du 12 février 2007 demandant que le Gouvernement irlandais désigne trois candidats pour l'élection d'un juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme suite à la démission de M. le Juge John Hedigan.

J'ai l'honneur de vous soumettre la liste suivante au titre de l'Irlande. Les candidats apparaissent par ordre alphabétique :

- Professeur Fionnuala Ní Aoláin
- Dr Ann Power SC
- M. Roger Sweetman SC.

Le curriculum vitae de chaque candidat est joint à la présente lettre.

[formule de politesse]

(signé)  
Ronan Gargan  
Chargé d'affaires  
Représentant Permanent adjoint

**CURRICULUM VITAE**  
**Fionnuala Ní Aoláin**

**I. Etat civil**

Nom, prénom : Ní Aoláin, Fionnuala  
 Sexe : Féminin  
 Date et lieu de naissance : 9 novembre 1967 - Dublin, Irlande  
 Nationalité(s) : Irlandaise

**II. Etudes et diplômes, et autres qualifications**

1997	Doctorat en droit (Ph. D), The Queens University, Belfast Titre de la thèse : Une analyse du droit à la vie dans les situations d'urgence, en particulier en Irlande du Nord	Irlande du Nord
Reçue 1994/95	Doctorat en sciences juridiques (J.S.D.), Faculté de droit de Columbia Sujet de la thèse : Les droits relatifs à la procréation et leur rapport dans la relation entre l'Eglise et l'Etat	New York, NY
1996	Maîtrise en droit (L.L.M ), Faculté de droit de Columbia	New York, NY
1991	Licence en droit (L.L.B ), The Queens University, Belfast Classée parmi les 5 % de la promotion ayant obtenu les meilleurs résultats	Irlande du Nord
1985-1987	Baccalauréat, Culture générale (philosophie et anglais), Lester B. Pearson College	Victoria, Canada

**III. Activités professionnelles pertinentes**

- a. *Description des activités judiciaires*  
Non pertinent.
- b. *Description des activités juridiques non judiciaires*

2000-	<u>Chaire de droit, Université d'Ulster, Faculté de droit et Institut pour la justice transitionnelle.</u> <u>Cofondatrice et codirectrice de l'Institut pour la justice transitionnelle.</u>	Irlande du Nord
2004	<u>Chaire de droit Dorsey &amp; Whitney, Université du Minnesota, faculté de droit</u>	Minneapolis, MN
2000-2005	Commissaire, Commission irlandaise des droits de l'homme (nommée par le ministre irlandais de la Justice).  Membre du comité mixte de la Commission des droits de l'homme de l'Irlande du Nord et de la Commission des droits de l'homme institué par l'Accord de Belfast/du Vendredi saint.	République d'Irlande
2003-2004	Professeur visiteur, Université du Minnesota, faculté de droit  Désignée par la Division de la promotion de la femme des Nations Unies (nomination confirmée par le Secrétaire général de l'ONU) comme experte auprès de la Commission des Nations Unies sur le statut des femmes, dans le cadre de ses travaux thématiques de 2002-2006 sur l'égalité participation des femmes dans la prévention des conflits, la résolution et la gestion des conflits et la reconstruction de la paix après les conflits.	Minneapolis, MN

2002/03	Visiteur émérite, Centre des droits de l'homme, Université du Minnesota, faculté de droit	Minneapolis, MN
2001	Chercheur invité, Université de Princeton, Woodrow Wilson School (Programme de droit et d'affaires publiques).	Princeton, NJ
1997-2000	Professeur assistant, Université hébraïque, faculté de droit Matières enseignées : droit international, droits de l'homme, droit de l'Union européenne.	Jérusalem, Israël
1997-1998	Chargée de recherche Van Leer, Institut Van Leer	Jérusalem, Israël
1996-2000	Professeur visiteur, Université de Columbia, Ecole des affaires publiques et internationales Matières enseignées : droits de l'homme et droit humanitaire.	New York, NY
1994-1996	Professeur de droit associé, faculté de droit de Columbia Matières enseignées : recherche et rédaction juridiques ; droit international des droits de l'homme ; droit international et relations internationales.	New York, NY
1993-1994	Chargée de recherche invitée, faculté de droit de Harvard	Cambridge, MA
1991-1994	Chercheur "Civil Liberties Trust", The Queen's University, Belfast Matières enseignées : droits de l'homme, droit international, droit romain, introduction au droit, raisonnement juridique.	Irlande du Nord

c. *Description des activités professionnelles non juridiques*  
Néant

#### IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

2007	Nommée au conseil de rédaction de <i>Human Rights &amp; Human Welfare</i>
2007	Consultante auprès du Centre pour la justice transitionnelle (New York) sur la place réservée aux femmes dans la réforme du secteur de la sécurité
2005	Consultante auprès du Conseil international sur la politique des droits de l'homme (Genève) pour rédiger un rapport d'étude sur le rôle des droits de l'homme dans les accords de paix, avec une référence particulière à l'Irlande du Nord
2005	Consultante auprès du Centre international pour la justice transitionnelle (New York), chargée de la rédaction d'un rapport sur la relation entre les actes de violence politique et les aspects de la transition liés au sexe
2001-	Arbitre scientifique aux Presses universitaires d'Oxford (droits de l'homme et droit international)
2001	Membre du comité de rédaction du manuel sur les exécutions extrajudiciaires réalisé à la demande du ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth du RU (Université d'Essex)
2001	Consultante auprès de la Commission des droits de l'homme de l'Irlande du Nord pour l'élaboration de la Charte des droits de l'Irlande du Nord. Rédaction du volet consacré aux droits économiques et sociaux de la Charte
1996-1997	Représentante du Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie aux procès de criminels de guerre se déroulant en Bosnie
1996-1997	Evaluation du système d'enseignement du droit de la Fédération de Russie avec Dean Lance Liebman (faculté de droit de Columbia) dans le cadre d'un projet de réforme de la Banque mondiale et de l'Institut d'Harvard pour le développement international
1995-	Membre de la Société américaine de droit international (American Society of International Law)
1987-	Membre du Comité pour l'administration de la justice (Committee on the Administration

	of the Justice) (Belfast) Membre du conseil de direction (élue) de 1990 à 1993 et de 2000 à 2007.
1987-	Membre du Conseil irlandais sur les libertés civiles
1994-2002	Comité des avocats pour les droits de l'homme (représentante)

1996-1997	Bourse Robert Schuman (commission des libertés civiles du Parlement européen)
1996	Bourse de la Commission européenne (Euroconférence)
1993-1994	Bourse Fulbright
1993-1994	Bourse Edward A. Smith de "visiting fellow" (chercheur invité), faculté de droit de Harvard
1992-1994	Bourse d'études de la Fondation Lawlor
1992	Bourse d'études de la Croix Rouge internationale
1991-1992	Bourse d'études (Civil Liberties Trust) pour la Queen's University, Belfast

## V. Activités publiques

### a. Postes dans la fonction publique

2000-2005	Commissaire, Commission irlandaise des droits de l'homme (nommée par le ministre irlandais de la Justice).  Membre du comité mixte de la Commission des droits de l'homme de l'Irlande du Nord et de la Commission irlandaise des droits de l'homme institué par l'Accord de Belfast/du Vendredi saint	République d'Irlande
2003	Nommée par la Division de la promotion de la femme des Nations Unies pour participer à un groupe d'experts sur la promotion de l'égalité entre les sexes et la participation des femmes dans la prévention, la résolution et la gestion des conflits. Dans l'attente de la confirmation de ma nomination par le Secrétaire Général des NU.	

### b. Mandats électifs

Néant

### c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Non pertinent (membre d'aucun parti ou mouvement politique)

## VI. Autres activités

- a. *Domaine*  
b. *Durée*  
c. *Fonctions*  
Néant

## VII. Travaux et publications

Forthcoming Publications:  
*Books*

Weissbrodt, Ní Aoláin, Fitzpatrick, and Nueman, *International Human Rights: Law, Policy and Process* (4<sup>th</sup> ed) (Lexis Pub) (2007).

*Articles and Book Chapters*

"Rights After the Revolution: Progress or Backslide after the Good Friday Agreement" in *Human Rights Advocates and Conflict Resolvers* (UBC Press, Lutz ed. 2007)

McKeever G. & Ní Aoláin F, "*Enforcing Social and Economic Rights at the Domestic Level - A Proposal in Poverty: Rights, Social Citizenship and Governance*" (eds. Young, Boyd, Brodsky, & Day), University of British Columbia Press (2007).

"*Gender, Truth and Transition*" UCLA Women's Law Journal (2007)

"*Hamdan and Common Article 3: Did the Supreme Court Get it Right?*" Minnesota Law Review (2007)

"*The No-Gaps Approach to Parallel Application*" Israel Law Review (2007)

Published Works:  
Books

Law in Times of Crisis – Emergency powers in Theory and Practice (Cambridge University Press) (2006)  
(Awarded the ASIL Certificate of Merit for its contribution to creative scholarship)

The Politics of Force – Conflict Management and State Violence in Northern Ireland (The Blackstaff Press, Belfast 2000)

Articles and Book Chapters

Bell, Campbell and Ni Aoláin, F, *The Battle for Transitional Justice: Hegemony, Iraq and International Law in Human Rights, Democracy and Transition: Essays in Honour of Stephen Livingstone* (ed. Morison, McEvoy and Anthony Oxford University Press) (2007).

"*Political Violence and Gender in Times of Transition*" 15 Columbia Journal of Gender and the Law (2006)

"*The Paradox of Democratic Transitions*" 27 (Vol. 1) Human Rights Quarterly (2005).

"*Enforcing Social and Economic Rights at the Domestic Level – A Proposal*" (European Human Rights Law Review) (2004)

"*Looking Ahead: Strategic Priorities and Challenges for the United Nations High Commissioner for Human Rights*" 35.3 Columbia Human Rights Review (2004)(reprinted in Goodman, Steiner and Alston *Human Rights in Context*, 3rd ed 2007).

"*Justice Discourses in Transition*" 13(3) Journal of Social & Legal Studies 305-328(2004) (co-authors Bell & Campbell)

"*Assessing the Human Rights Dimensions of International Legal Responses to September 11<sup>th</sup>*" Israel Yearbook of Human Rights (2003).

"*The Frontiers of Legal Analysis: Reframing the Transition in Northern Ireland*" 66 Modern Law Review 317-345 (2003)(co-authors Campbell & Harvey)

"*Local Meets Global – Transitional Justice in Northern Ireland*" 24 Fordham Int'l Law Journal 1201- 1223 (2003)

"*Truth Telling, Accountability and the Right to Life*" 5 European Human Rights Law Review 572-590 (2002)

"*From Discretion to Scrutiny: Revisiting the Application of the Margin of Appreciation Doctrine in the Context of Article 15 of the European Convention on Human Rights*" 23 Human Rights Quarterly (2001) (with Dr. Oren Gross)

"*Emergency and Necessity in International Law*" 70 Nordic Journal of Int'l Law 29-63 (2001) (with Dr. Oren Gross)

"*The Evolving Jurisprudence of the European Convention Concerning the Right to Life*" 19 Netherlands

Quarterly of Human Rights 21-42 (2001)

“*Sexual Violence During the Holocaust – A Reevaluation of Harms and Rights in International Law*” 12 Yale Journal of Law and Feminism 43 (2000)

“*Rethinking the Concept of Harm and Legal Categorizations of Sexual Violence during War*” 1 Theoretical Inquiries in Law 305 (2000)

“*Fluid Boundaries – Charting the Relationship between Human Rights and Humanitarian Law*” 28 Israeli Yearbook of Human Rights 97 (1999)

“*The Fractured Soul of the Dayton Peace Agreement: A Legal Analysis*” 19 Michigan Journal of Int’l Law 957 (1998). Reprinted in Bosnia-Herzegovina and Southeastern Europe After the War: Coexistence, Cooperation and Reconstruction (Bieber & Sokolovic eds., Ashgate Publishing, 2000)

“*To Know Where We Are Going, We Need to Know Where We Are: Revisiting States of Emergency*” in A Human Rights Agenda for the Twentieth-First Century (A. Hegarty & S. Leonard eds. 1998) (with Dr. Oren Gross)

“*Radical Rules: The Effects of Evidential and Procedural Rules on the Regulation of Sexual Violence in War*” 60 Albany Law Review 883 (1997)

“*Where Hope and History Rhyme - Prospects for Peace in Northern Ireland*” 50 Columbia Journal of Int’l Affairs 63 (1996)

“*Beyond the Laws of War: Peacekeeping in Search of a Legal Framework*” 27 Columbia Human Rights Law Review 293 (1996) (with Robert Wiener)

“*The Emergence of Diversity - Differences in Human Rights Jurisprudence*” 19 Fordham International Law Journal 101 (1995) (Reviewed: National Law Journal, February 1996)

“*The Entrenchment of Systematic Abuse - Mass Rape in the Former Yugoslavia*” 8 Harvard Human Rights Journal 285 (1995)

## VII. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
<b>a. Langue maternelle</b>									
Irlandais	X			X			X		
<b>b. Langues officielles</b>									
Anglais	X			X			X		
Français		X				X		X	
<b>c. Autres langues</b>									
Hébreu			X			X		X	

## IX. Autres éléments pertinents

X. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

Confirmé.

**CURRICULUM VITAE**  
**Ann POWER**

**I. État civil**

Nom, prénom : Power, Ann  
 Sexe : Féminin  
 Date et lieu de naissance : 23 novembre 1962, Dublin  
 Nationalité(s) : Irlandaise

**II. Études et diplômes, et autres qualifications**

<b>Etablissement</b>	<b>Durée</b>	<b>Matières</b>	<b>Diplômes et Titres universitaires</b>
Institut Mater Dei Drumcondra Dublin 3	1980-1984	Philosophie Anglais Enseignement	Licenciée es sciences religieuses (B. rel. Sc.) Mention très bien (1st Hons) 1ère place
Université de Dublin Trinity College Dublin 2	1984-1987	Philosophie Enseignement	Maîtrise en enseignement (Master of Education) Mention très bien 1ère place
The Honorable Society of King's Inns	1989-1991	Droit	Diplômée en droit Mention très bien 1ère place
The Honorable Society of King's Inns	1991-1993	Droit	Diplôme d'avocate Mention très bien 1ère place
Université d'Oxford College de l'Université d'Oxford	en cours	Jurisprudence et philosophie du droit	Doctorat en philosophie

**III. Activités professionnelles pertinentes**

*a Description des activités judiciaires*

/

*b. Description des activités juridiques non judiciaires*

Actuellement	<p>Avocate principale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avocate principale en exercice auprès des juridictions supérieures d'Irlande.</li> <li>- Conseillère juridique principale, spécialisée en droit constitutionnel et en droit public</li> <li>- Compétence reconnue dans le domaine du droit à l'intégrité corporelle, du droit à l'éducation, du droit à la liberté, du droit à l'égalité devant la loi, du droit d'accès aux tribunaux, du droit au respect de la vie privée, de la protection de l'enfance, du droit à la liberté d'expression, du droit à un procès équitable.</li> <li>- Juriste, spécialisée dans le droit d'asile et le droit humanitaire.</li> <li>- Négociatrice confirmée, possédant d'excellentes aptitudes en matière de communication et de relations interpersonnelles.</li> <li>- Figurent parmi mes clients à ce jour : le Premier ministre de la République d'Irlande, M. Bertie Ahern, divers ministres, des administrations et des organes publics.</li> </ul>
--------------	--

1993-2006	<p>Avocate</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avocate en exercice auprès des juridictions supérieures d'Irlande.</li> <li>- Conseillère juridique, spécialisée en droit constitutionnel, en droit médical et en droit public.</li> <li>- Juriste spécialisée dans le droit d'asile et le droit humanitaire.</li> <li>- Chargée de la représentation de membres du pouvoir exécutif, du pouvoir judiciaire et des administrations auprès de trois tribunaux d'enquête.</li> <li>- Compétence reconnue dans les affaires mettant en jeu la protection de l'enfance, le droit à l'éducation, le droit d'accès aux soins primaires, le droit à l'égalité devant la loi, le droit d'accès aux tribunaux, le droit à la liberté d'expression et le droit à un procès équitable.</li> </ul>
1998-2003	<p>Chargée de cours (jurisprudence) à King's Inns</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matières enseignées : droits de l'homme, théorie du droit naturel, positivisme juridique ainsi que droit et morale.</li> <li>- Chargée d'élaborer des programmes d'études, de dispenser des cours et d'évaluer les étudiants.</li> </ul>
Actuellement	<p>Intervenante occasionnelle en droit à l'Université de Dublin, à Trinity College, dans les séminaires du conseil de l'ordre des avocats et des conférences juridiques.</p>

*c. Description des activités professionnelles non juridiques*

1987-2003	<p>Chargée de cours en philosophie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matières enseignées : histoire de la philosophie, éthiques et philosophie contemporaine.</li> <li>- Chargée d'élaborer les programmes d'études ; de dispenser des cours et d'évaluer les étudiants.</li> <li>- Chargée notamment d'assurer la liaison entre les examinateurs externes et les instances universitaires.</li> </ul>
1990-1993	<p>Membre de plusieurs équipes de direction dans le domaine de l'enseignement</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chargée notamment de concevoir, de mettre en œuvre et d'évaluer le Plan stratégique du programme national d'enseignement secondaire</li> <li>- Membre de l'instance dirigeante chargée de superviser et d'évaluer les examens d'Etat en anglais et en littérature anglaise.</li> </ul>
1986-1993	<p>Professeur d'anglais (dans l'enseignement supérieur)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chargée notamment de préparer les étudiants aux examens d'Etat finals, de leur apprendre à porter un jugement critique sur la littérature anglaise, de mettre en œuvre la politique de la discipline et de servir d'intermédiaire entre le personnel et les parents pour ce qui est du programmes des études et du bien-être des étudiants.</li> </ul>

**IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

- Plus de 14 ans d'expérience en tant qu'avocate, assortie d'une solide connaissance de la procédure se déroulant devant les juridictions supérieures, acquise dans diverses affaires portant sur les droits de l'homme ;
- Plus de 20 ans d'expérience en tant que professeur de philosophie et de jurisprudence dans l'enseignement supérieur, avec un intérêt particulier pour les fondements philosophiques des droits de l'homme ;
- Compétence reconnue dans le domaine de la représentation et du conseil juridique de l'Etat et des organismes publics dans les affaires de violation alléguée de droits constitutionnels et de droits protégés par la Convention ;



- Avocate reconnue, spécialisée dans le droit d'asile et de l'immigration, assumant des fonctions de conseil et de représentation de demandeurs d'asile.
- Agent de liaison du conseil de l'ordre des avocats irlandais avec le conseil irlandais de la bioéthique ;
- Membre du programme d'actions urgentes et du groupe de juristes d'Amnesty International. Participation aux réunions mondiales de juristes organisées par Amnesty International.
- Membre d'Avocats sans frontières et participation à des conférences sur le droit d'asile et de l'immigration ainsi qu'à des séminaires organisés à l'intention de magistrats du continent africain.

## V. Activités publiques

a. *Postes dans la fonction publique*

/

b. *Mandats électifs*

Elue au conseil d'administration de l'hôpital orthopédique d'Irlande en 2003. Chargée à ce titre de superviser un projet de développement de 20 millions d'euros notamment.

Membre du comité d'audit du conseil d'administration, chargée de superviser l'établissement des états financiers et les contrôles internes.

c. *Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique*

/

## VI. Autres activités

Domaine	Durée	Fonctions
<i>Universitaire</i>		
Membre (nommé) du conseil universitaire du All Hallows College de Dublin	1988-2000	Chargée notamment de superviser la gestion des programmes d'études universitaires et d'autres domaines présentant un intérêt pour le College.
<i>Bénévolat</i>		
Assistance aux personnes endeuillées	2002-	Formation à l'assistance aux personnes endeuillées par l'Irish Hospice Foundation et bénévole expérimentée.
Projets humanitaires	1993-	Participation à des programmes de visite et de formation des détenus et à des <u>projets destinés aux enfants défavorisés dans le monde en développement.</u>
<i>Social</i>	actuellement	Centres d'intérêt : le théâtre, le chant, les voyages, la peinture et les randonnées.

## VII. Travaux et publications

The total number of articles published in refereed journals or delivered and published as Conference papers is, approximately, 30. The most important titles include:

*Ethico-Legal Issue in Biomedicine* – A paper to be published in 3 parts in the forthcoming editions of *The Bar Review* (the official refereed Journal of the Bar of Ireland) [September 2007]

*The Civil Liability and Courts Act, 2004* – A paper delivered to Irish Public Bodies' Mutual Insurance Limited [2 December 2005]

*What is Informed Consent?* – A Paper delivered to the Medico-Legal Society of Ireland [3 November 2005]

*Suing Health Authorities in Ireland: Recent Legal Developments in Child Abuse Tort Claims Against Public Bodies: A Comparative Law Review* (Eds. Fairgrieve, D. & Green, S.) [2004: *British Institute of International and Comparative Law*, Ashgate Publishing Limited]

*Recent Developments in the Law of Limitations, Delay and Dismissal for Want of Prosecution* – A Paper delivered at Trinity College, Law School Conference *Torts Update 2004* and published in Conference Papers [12 June 2004]

*Employers' Liability in the Electronic Work Place* in *The Bar Review* [Vol. 6, Issues 1 & 2, 2000]

*Reducing the Risk of Civil Litigation in Child Protection Practices* [Published in Hardback and CD Rom by Irish Public Bodies Mutual Insurances Limited, 2000]

*The Right to Die in Irish Law* – A series of articles published in *The Sunday Tribune* [May-July 1995]

## VIII. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
<b>a. Langue maternelle</b>									
Anglais	X			X			X		
<b>b. Langues officielles</b>									
Français			X			X			X
<b>c. Autres langues</b>									
Irlandais		X			X			X	
Polonais			X			X			X

## IX. Autres éléments pertinents

- Attribution d'une bourse John Brooke [King's Inns 1993] pour être sortie major de l'examen final du barreau ;
- Major et mention très bien à tous les diplômes du deuxième et troisième cycles ainsi qu'aux études post-doctorales ;
- Attribution anticipée d'un brevet d'excellence et d'aptitude à la profession juridique par le gouvernement irlandais.
- Récompensée par plusieurs prix, en particulier :
  - Lauréate du Prix de King's Inns en 1991
  - Médaille d'argent au concours national de plaidoiries des Collèges en 1992
  - Lauréate du concours des plaidoiries en mémoire de O'Callaghan en 1993
  - Lauréate du concours du procès fictif - King's Inns 1993

**X. DÉCLARATION**

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

(signé)

ANN POWER, S.C.

**CURRICULUM VITAE**  
**Roger Louis SWEETMAN**

**I. État civil**

Nom, prénoms: Sweetman, Roger Louis  
 Date de naissance : 28 avril 1942  
 Lieu de naissance : Dublin, Irlande  
 Adresse : Mount Egan, Kilmurry, Clane, Co. Kildare, Irlande  
 Tel : - privé : 045-869192  
 - professionnel : 01-8174392  
 - portable : 087-2673768  
 Nationalité(s): irlandaise  
 Sexe : masculin  
 Etat civil marié (11-11-1971) ; quatre enfants (adultes)

**II. Études et diplômes, et autres qualifications**

1955-1959		Clongowes Wood College, Naas, Co. Kildare
Juin 1959		Examen d'entrée à l'Université nationale d'Irlande
1959-1961		Etudes d'agronomie, University College, Dublin
Septembre 1969		Entrée comme avoué stagiaire dans un cabinet d'avocats ; admis à l'école de droit de l'Incorporated Law Society
Décembre 1974		Obtention du titre d'avoué (Solicitor)
Septembre 1981		Admission à King's Inns
1984		Obtention de l'examen final du barreau (première partie)
1985		Obtention de l'examen final du barreau (deuxième partie)
Octobre 1983		Obtention du diplôme d'avocat

*Expérience universitaire*

1979-1989		Tuteur/Consultant en plaidoirie et en droit pénal à l'école de droit de l'Incorporated Law Society, Blackhall Place, Dublin
-----------	--	---

*Stages*

1962-1963		Participation au Programme d'apprentissage en agriculture du Royaume-Uni
1964-1969		Stagiaire en gestion agricole et assistant d'exploitant agricole
1969-1974		Avoué stagiaire au cabinet Herman Good & Co, Dawson St., Dublin 2

**III. Activités professionnelles pertinentes**

1974 -1982		Employé puis associé du cabinet Herman Good & Co.
1982-1983		Courte expérience d'avoué indépendant tout en étudiant le droit pour devenir avocat
Octobre 1983		Expérience au barreau, au départ à la fois à Dublin et dans diverses circonscriptions de l'Est. Nommé sur la liste du procureur général des avocats du barreau de Dublin en 1985
Actuellement		Depuis, j'exerce principalement au pénal à Dublin (pour l'accusation ou la défense), parfois dans d'autres circonscriptions (défense pénale et litiges civils)
Octobre 2002		Reçu à l'Inner Bar. Depuis cette date, avocat principal dans des affaires criminelles graves (homicide, viol, agressions graves)

*a. Activités judiciaires*

- Fonction d'arbitre dans les litiges de droit civil
- Pré-sélectionné par le gouvernement irlandais pour figurer sur la liste des candidats à l'élection de juge à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg en avril 2004.

*b. Activités juridiques non judiciaires*

- a) Activité professionnelle : cf. ci-dessus
- b) Enseignement du droit à temps partiel : cf. ci-dessus
- c) Conférences à l'intention d'organes non judiciaires concernant leurs interactions avec le droit
- d) Auteur du chapitre sur le sport et le droit dans un ouvrage sur la médecine du sport.

**IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

En tant que juriste en droit pénal, je suis amené à invoquer et à défendre au niveau le plus élémentaire les droits de l'homme des personnes accusées, parmi lesquels figurent :

- a) la défense de la présomption d'innocence ;
- b) la défense du droit de ne pas contribuer à sa propre incrimination ;
- c) la défense du droit à une procédure et à un procès équitables ;
- d) la dénonciation des procédures de police et de poursuites irrégulières ;
- e) la contestation des lois pour cause d'inconstitutionnalité.

Depuis octobre 2006, je suis membre de la Commission irlandaise des droits de l'homme.

**V. Activités publiques**

- a) Participation à des campagnes locales visant à préserver l'environnement et les équipements locaux
- b) Ancien trésorier du conseil de direction de l'école primaire locale
- c) Membre fondateur du club local de rugby pour les jeunes (aujourd'hui pour les adultes)

*d. Postes dans la fonction publique*  
Néant

**VI. Autres activités et intérêts**

- a) Histoire
- b) Architecture
- c) Voyages à l'étranger, en France et en Espagne notamment
- d) Lecture, notamment affaires internationales et histoire
- e) Rugby, encadrement des jeunes notamment
- f) Sports nautiques - navigation fluviale et côtière
- g) Cricket
- h) Théâtre et cinéma
- i) Randonnée

**VII. Connaissances linguistiques**

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
<b>a. Langue maternelle</b>									
Anglais	X			X			X		
<b>b. Langues officielles</b>									
Français		X				X		X	
<b>c. Autres langues</b>									

**IX. Autres éléments pertinents**

Je pense que mes 33 années d'expérience en tant que juriste en droit pénal, à tous les niveaux du système judiciaire irlandais, m'ont livré de précieux enseignements sur le rôle fondamental que peuvent jouer les concepts liés aux droits de l'homme dans ce système. Cette expérience m'a donné la capacité de comprendre et de défendre ces droits de façon plus générale, et pas seulement au niveau individuel, même si ce niveau reste important. Mon expérience en qualité de membre de la Commission irlandaise des droits de l'homme n'a fait qu'accroître et renforcer mon intérêt pour la matière des droits de l'homme.